

DISCRIMINATIONS

Complétez le texte avec les mots effacés et faites les accords nécessaires :

alors - accessoires – embauche/embaucher - entretien – envers - mannequin - mutation -
recrutement – soutien - toutefois – versement

Un _____ qui tourne sexiste, une mise au placard après un congés maternité, un salaire divisé par deux par rapport à celui de votre homologue masculin... Les discriminations au travail _____ les femmes sont nombreuses. Pour savoir les identifier, mais surtout les combattre, voici un guide pratique des dicriminations au travail.

Discrimination à l'_____

Il est interdit de mentionner, dans une offre d'emploi, le sexe (ou la situation de famille) du candidat recherché, ou de prendre en compte l'appartenance du candidat à l'un ou l'autre sexe comme critère de _____. De même, il est interdit de refuser d'_____ une personne en considération du sexe, de la situation de famille ou de la grossesse.

Ces interdictions ne sont _____ pas applicables lorsque l'appartenance à l'un ou l'autre sexe répond à une exigence professionnelle essentielle et déterminante et pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée.

Le Code du travail fixe la liste des emplois pour l'exercice desquels l'appartenance à l'un ou l'autre sexe constitue la condition déterminante ; cette liste est révisée périodiquement :

- Artistes appelés à interpréter soit un rôle féminin, soit un rôle masculin
- _____ chargés de présenter des vêtements et _____

Par exception toutefois des emplois précis peuvent être interdits aux femmes en raison de leur caractère dangereux.

Discrimination dans l'évolution de carrière

Formation, classification, promotion, _____, congé, sanction disciplinaire ou licenciement... : aucune décision de l'employeur ou clause de convention ou d'accord collectif ne peut prendre en compte l'appartenance à un sexe déterminé.

L'employeur peut par contre instituer des mesures provisoires destinées à rééquilibrer la place des femmes dans l'entreprise, avec le _____ financier de l'Etat.

Il peut également bénéficier d'un soutien financier de l'Etat pour l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, ce plan devant prévoir des actions favorisant l'égalité professionnelle hommes-femmes.

Discrimination au travail : que faire ?

Le conseil de prud'hommes peut être saisi par un(e) salarié(e) victime de discrimination.

Les sanctions _____ encourues par l'employeur sont l'annulation de la mesure prise (sanction disciplinaire, licenciement, rémunération), et le _____ de dommages-intérêts au salarié.

Un entretien qui tourne sexiste, une mise au placard après un congés maternité, un salaire divisé par deux par rapport à celui de votre homologue masculin... Les discriminations au travail envers les femmes sont nombreuses. Pour savoir les identifier, mais surtout les combattre, voici un guide pratique des discriminations au travail.

Discrimination à l'embauche

Il est interdit de mentionner, dans une offre d'emploi, le sexe (ou la situation de famille) du candidat recherché, ou de prendre en compte l'appartenance du candidat à l'un ou l'autre sexe comme critère de recrutement. De même, il est interdit de refuser d'embaucher une personne en considération du sexe, de la situation de famille ou de la grossesse.

Ces interdictions ne sont toutefois pas applicables lorsque l'appartenance à l'un ou l'autre sexe répond à une exigence professionnelle essentielle et déterminante et pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée.

Le Code du travail fixe la liste des emplois pour l'exercice desquels l'appartenance à l'un ou l'autre sexe constitue la condition déterminante ; cette liste est révisée périodiquement :

- Artistes appelés à interpréter soit un rôle féminin, soit un rôle masculin
- Mannequins chargés de présenter des vêtements accessoires
- Modèles masculins et féminins

Par exception toutefois des emplois précis peuvent être interdits aux femmes en raison de leur caractère dangereux.

Discrimination dans l'évolution de carrière

Formation, classification, promotion, mutation, congé, sanction disciplinaire ou licenciement... : aucune décision de l'employeur ou clause de convention ou d'accord collectif ne peut prendre en compte l'appartenance à un sexe déterminé.

L'employeur peut par contre instituer des mesures provisoires destinées à rééquilibrer la place des femmes dans l'entreprise, avec le soutien financier de l'Etat.

Il peut également bénéficier d'un soutien financier de l'Etat pour l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, ce plan devant prévoir des actions favorisant l'égalité professionnelle hommes-femmes.

Discrimination au travail : que faire ?

Le conseil de prud'hommes peut être saisi par un(e) salarié(e) victime de discrimination.

Les sanctions alors encourues par l'employeur sont l'annulation de la mesure prise (sanction disciplinaire, licenciement, rémunération), et le versement de dommages-intérêts au salarié.